



**PRÉFET
DE L'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 26/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



FIABILA

Route de St Mamers
ZI de Maingournois
28130 MAINTENON

Références : IC220739 - VAT20220800
Code AIOT : 0010000194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement FIABILA implanté Route de Saint Mamert ZI de Maingournois 28130 MAINTENON. L'inspection a été annoncée le 14/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIABILA
- Route de Saint Mamert ZI de Maingournois 28130 MAINTENON
- Code AIOT : 0010000194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FIABILA exploite à Maintenon une usine de fabrication de vernis à ongles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté de mise en demeure du 15 janvier 2018
- Suites de l'inspection du 14 octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	VI 14/10/2021 NC3*	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28 et 29	VI 14/10/2021 NC3*	Sans objet
8	VI 14/10/2021 NC8	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Vitesse d'éjection	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.2.3		Sans objet
11	VI 14/10/2021 D3*	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.3.1	VI 14/10/2021 D3*	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VI 14/10/2021 NC1*	Code de l'environnement du 12/10/2017, article L.171-8	VI 14/10/2021 NC1*	Sans objet
2	VI 14/10/2021 NC2	AP Complémentaire du 18/07/2019, article 3.3	/	Sans objet
4	VI 14/10/2021 NC4*+D1*	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.3.1	VI 14/10/2021 NC4*+D1*	Sans objet
5	VI 14/10/2021 NC5	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.3.3	/	Sans objet
6	VI 14/10/2021 NC6*	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.2	VI 14/10/2021 NC6*	Sans objet
7	VI 14/10/2021 NC7	AP Complémentaire du 18/07/2019, article 3.8	/	Sans objet
10	VI 14/10/2021 NC9	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.5.3.	/	Sans objet
12	VI 14/10/2021 D4*+R1*	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.7.3	VI 14/10/2021 D4*+R1*	Sans objet
13	VI 14/10/2021 D5*	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.1.5	VI 14/10/2021 D5*	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points d'écarts importants relevés lors de l'inspection précédente du 18 novembre 2021 sont levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VI 14/10/2021 NC1*

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 4 juin 2014, article 8.2.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lavaleur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane, générés par le nettoyage de surfaces, est de 75 mg/m ³ .
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : Rappel de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2018: la société FIABILA [...] est mise en demeure, de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté [...] une valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total de 75 mg/m ³ en sortie de chaque point de rejet canalisé relié aux installations de nettoyage. Rappel de la VI 14/10/2021 NC1* : L'ensemble des installations prévues n'étant pas encore raccordées au conduit n°2 (notamment les activités de lavage liées à la fabrication de produits de soins non colorés), les mesures réalisées en 2020 ne sont pas représentatives de l'activité et ne permettent pas de s'assurer du respect de la valeur limite en concentration moyenne en COVnM (75 mg/m ³). Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : [...] Les installations de broyage/ empâtage sont en place depuis le mois de juin et elles sont sur le conduit 2 relié à l'oxydateur thermique. Les installations de la laverie dans l'atelier L1 de l'ancienne usine sont maintenant fonctionnelles depuis le mois de novembre, et reliées elles aussi au conduit n°2. Le rapport de réception de l'oxydateur thermique et un contrôle inopiné ont été réalisés en décembre 2021 et transmis à l'inspection. L'exploitant présente le rapport APAVE de la campagne réalisée en juin 2022 sur les conduits 1a, 1b et 2. Les installations de nettoyage sont toutes raccordées au conduit n°2 et les rejets sont traités par oxydation thermique. Les résultats d'analyse confirment un rejet en sortie d'épurateur de fumées à 1,4 mg/Nm ³ et un flux de 0.038 kg/h de COVnM exprimés en carbone total. Le dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté. Le respect de ce dernier point permet de conclure au respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 janvier 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2019, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, un oxydateur thermique permettant de réduire les émissions atmosphériques en sortie du conduit 2 et de respecter les VLE des rejets atmosphériques définie aux 3.2.4 à 3.2.6 de l'arrêté du 4 juin 2014. Les éléments justifiant de la réalisation des travaux seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception des travaux.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC2 : Absence de traitement par oxydation thermique de l'ensemble des rejets des installations émettant des composés organiques volatils (bâtiments de production B, L1, L2 et de l'extension) dont le raccordement est attendu sur le conduit n°2.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : Les installations de broyage/ empâtage sont en place depuis le mois de juin et elles sont sur le conduit 2 relié à l'oxydateur thermique.</p> <p>Les installations de la laverie dans l'atelier L1 de l'ancienne usine sont maintenant fonctionnelles depuis le mois de novembre, et reliées elles aussi au conduit 2.</p> <p>Bureau Veritas (le 18/11/2021) et Coelys (le 2/12/2021) ont fait les mesures des émissions de COV sur les conduits la, lb et 2 en amont et en aval de l'oxydateur thermique.</p> <p>Il faut noter que l'oxydateur thermique est en fonctionnement depuis le mois de juillet 2020, et il a permis de diminuer de 32T les émissions de COV sur 2020 sur la nouvelle usine (PGS).</p> <p>L'inspection relève que les installations prévues sont raccordées au conduit n°2 conduisant au traitement des gaz par oxydation thermique des COV émis dans les ateliers de production et lors du lavage des mélanges.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28 et 29
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de modernisation des installations industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 28. Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Art. 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p>
Constats : L'étude de conformité selon l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 n'est pas finalisée.
<p>Observations : VI 10/10/2021 NC3* : L'exploitant n'a pas réalisé l'état initial de l'installation au regard de la thématique « Plan de modernisation des installations industrielles » de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Il n'a pas élaboré, ni mis en œuvre de programme d'inspection de l'installation au regard de l'état initial.</p> <p>L'exploitant n'a pas élaboré de dossier pour chaque équipement ou ouvrage concerné par le plan de modernisation et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est à mettre en place.</p> <p>Réponse du 10 janvier 2022 : Nous avons fait une étude avec Coelys en février 2018 sur le recensement des installations relevant du PM2I selon l'arrêté du 4 octobre 2010. Aucun équipement n'est recensé au titre du PM2I sur le site de Fiabila. Nous avons constitué un dossier reprenant toutes les cuves fixes de stockage de liquide inflammable et les PID associés. Nous avons mis en place des visites annuelles portant sur l'ensemble des cuves de plus de 10 m3 et des matériels sur les réseaux de circulation des liquides inflammables depuis 2019. Elles permettent de vérifier leur bon état général.</p> <p>Nous faisons une étude de conformité selon l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 avec Bureau Veritas (commande passée le 10 novembre 2021)</p> <p>L'inspection relève le 26 octobre 2022 que l'étude de conformité en cours avec Bureau Veritas n'est pas finalisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est muni au minimum d'un puits de contrôle (piézomètre) en amont et deux puits de contrôle en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>Le nombre exact de puits de contrôle et leur implantation sont définis suite aux conclusions d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols</p>
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC4*+D1* : Le réseau piézométrique ne couvre pas l'ensemble des activités à risque du site. Justifier l'absence de piézomètres permettant d'englober d'autres activités et stockage du site (notamment stockage E) ou compléter le réseau piézométrique.</p> <p>Transmettre les informations relatives au piézomètre présent sur le site avant l'implantation des Pz1, 2 et 3 et mentionné par GEAUPOLE dans son courriel du 13/12/18 (emplacement, profondeur, n°BSS,...).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : Nous avons consulté la société Hydrogéotechnique en avril 2015 pour répondre à la demande de notre Arrêté Préfectoral sur la surveillance des eaux souterraines. C'est cette société qui a fait toutes les études de sol sur notre site pour la construction de notre agrandissement. Les premières études lui ont été confiées à partir de 2010 sur le site de Fiabila. Ils ont donc pu se servir de leurs précédentes interventions pour répondre à cette demande. GéauPole (ex Hydrogéotechnique) a réalisé l'enquête hydrogéologique en 2016 (rapport du 11/05/2016). Elle a déterminé qu'il y avait besoin de 3 piézomètres de profondeur de 15m pour la surveillance des eaux souterraines avec un sens d'écoulement allant du nord-est au sud-ouest. Un quatrième piézomètre de 5-7m de profondeur était conseillé pour évaluer les horizons susceptibles de laisser s'écouler l'eau. Entre le 25/08/2017 et le 31/01/2018 il y avait un piézomètre installé par Fondasol de même profondeur et peu éloigné de la position de celui proposé par GéauPole. Nous avons transmis ces informations à GéauPole pour éviter de construire cet ouvrage supplémentaire.</p> <p>Ces études et ces ouvrages ont été réalisés par des spécialistes dans le domaine du sous-sol et de la surveillance des eaux souterraines. Ils ont eu accès à notre Arrêté Préfectoral et les plans du site. Nous leur avons fait confiance pour la réponse qu'ils ont apportée pour la surveillance de notre site.</p> <p>Nous n'avons pas eu de dérive sur les polluants testés (voir NC5). Par conséquent, les études menées ainsi que les résultats des analyses nous permettent de conclure qu'il n'y a pas besoin de piézomètres complémentaires.</p> <p>L'inspection relève que le rapport présenté conclut que le réseau constitué par les trois piézomètre est suffisant pour assurer surveillance de la nappe. Les derniers contrôles de surveillance de la nappe du 9 décembre 2021 et du 5 avril 2022 ne révèlent pas de valeurs anormales des paramètres mesurés au niveau des piézomètres.</p> <p>La surveillance de la nappe avec trois piézomètres est présentée et justifiée comme suffisante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). [...] Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC5 : Justifier du respect de la périodicité semestrielle de surveillance de la qualité des eaux souterraines en 2021.</p> <p>Réponse du 10 janvier 2022 : Nous avons fait deux campagnes de mesures sur le réseau piézométrique pour la surveillance des eaux souterraines en 2021 par le laboratoire Sypac. La première campagne a eu lieu le 3 juin 2021. Les analyses n'ont détecté aucun polluant ni anomalie. La deuxième a eu lieu le 9 décembre 2021, Nous avons reçu le rapport d'analyse sans anomalie.</p> <p>L'inspection relève que la première campagne de mesures semestrielle de surveillance de la qualité des eaux souterraines a été réalisée le 5 avril 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les matériels visés de lutte contre l'incendie sont vérifiés au moins une fois par an</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC6* : Suite au contrôle du poteau incendie situé face à la société FIABILA réalisé le 22 avril 2019 par la mairie de Mantenon qui précise la présence d'anomalies sans les identifier et un état non conforme du poteau, l'exploitant ne s'est pas assuré de la disponibilité de cet équipement vis-à-vis de la stratégie de défense incendie.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : Le poteau incendie, route de Saint Mamert, sur le domaine public est non conforme. Document datant de janvier 2020 et portant sur une vérification d'avril 2019. Fiabila a demandé par écrit et par téléphone à plusieurs reprise en 2020 et 2021 à la mairie de Mantenon d'intervenir et d'envoyer le nouvel état de ce matériel. Toutes ces demandes sont restées sans réponse de la part de la mairie de Mantenon. Nous venons d'avoir un retour de la mairie le 8 décembre 2021 nous déclarant que ce n'est plus de leur compétence. C'est la compétence de Chartres Métropole. La mairie nous a transmis en même temps des coordonnées téléphoniques qui sont erronées. Nous allons donc chercher qui est l'interlocuteur de Chartres Métropole en charge de la vérification des poteaux incendie de l'agglomération et de celui qui nous concerne.</p> <p>L'exploitant présente en inspection une fiche établie le 18 novembre 2021 justifiant que le poteau incendie situé sur la voie publique est en capacité de délivrer 98 m3/h sous une pression de un bar. Le poteau incendie disponible sur la voie publique est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2019, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant ne met pas en œuvre de solvants COV composés de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou étiquetés R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, à l'exception du formaldéhyde dans l'ancienne usine (conduits n°1a et 1b) et sous réserve de respecter le flux maximal cité à l'article 3.2.5 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant transmet sous 12 mois une étude technico-économique montrant l'impossibilité de substituer le formaldéhyde à une substance ou un mélange moins nocif.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC7 : Absence de transmission sous douze mois de l'étude technico-économique justifiant l'impossibilité de substituer le formaldéhyde à une substance ou un mélange moins nocif.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : Le formaldéhyde est interdit d'utilisation dans des industries comme les peintures et les vernis depuis plusieurs années. Son utilisation reste autorisée dans le domaine de la cosmétique pour ses propriétés actives et curatives. En particulier, dans le domaine de la manucure, car il permet de durcir les ongles mous.</p> <p>Fiabila a développé des solutions pour substituer le formaldéhyde depuis plus de 20 ans. Certains anciens clients ne veulent pas changer leur formulation avec formaldéhyde.</p> <p>L'inspection relève que la société FIABILA a développé pour ses clients des produits de substitution au formaldéhyde.</p> <p>Une décision de l'union européenne (EU. Prohibited Substances: Annex II, Regulation 1223/2009/EC on Cosmetic Products, as amended by Regulation (EU) 2022/1531, OJ L 240, 16 September 2022) interdit dorénavant l'utilisation du formaldéhyde dans les produits cosmétiques.</p> <p>La prescription de réalisation d'une étude technico-économique n'est de ce fait plus requise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : VI 14/10/2021 NC8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf article 9.2.1.1 [...] Conduits 1a, 1b et 2 : contrôle semestriel des paramètres des substances rejetées à l'atmosphère
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : VI 14/10/2021 NC8 : Absence de contrôle des émissions à l'atmosphère au premier semestre 2021. Réponse de l'exploitant du 10 janvier 2022 : Nous précisons que nous avons fait sur l'année 2021, deux contrôles des émissions atmosphériques. Mais ils se sont retrouvés sur le second semestre, car nous voulions qu'ils soient faits sur des installations pleinement fonctionnelles. L'inspection relève que deux contrôles émissions atmosphériques en 2021 ont été réalisés le 18/11/2021 et le 2 décembre 2021. Le premier contrôle des émissions atmosphériques de 2022 a été réalisé 15 juin 2022 par l'APAVE. L'exploitant indique que le prochain contrôle sera réalisé par l'APAVE le 15 novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vitesse d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduit n°1 (qui peut être divisé en deux conduits 1A et 1B): débit nominal 150 000Nm ³ /h – vitesse mini d'éjection 8 m/s Conduit n°2 : débit nominal 20 000Nm ³ /h – vitesse mini d'éjection 8 m/s
Constats : le débit d'éjection des gaz du conduit 1a est insuffisant.
Observations: Toutes valeurs mesurées du paramètres COVnM sont exprimées en carbone total. La concentration des rejets de COVnM en entrée de l'oxydateur thermique au niveau du conduits n°2 est de 1.43 g/Nm ³ pour un débit de 26800 Nm ³ /h. En sortie d'oxydateur la concentration en COVnM est abattue à 1,4 mg/Nm ³ pour un flux de 0.038 kg/h avec une vitesse d'éjection de 10 m/s. La valeur prescrite, au vu du rendement d'épuration évalué dans le PGS de 2020 supérieur à 98 %, est de 20 mg/Nm ³ . La concentration en rejet de COVnM en sortie de conduit 1b est de 107 mg/Nm ³ pour 110 mg/Nm ³ prescrits avec un débit d'éjection de 12 m/s. Pour le conduit 1a, l'inspection relève que le débit d'éjection est mesuré à 4 m/s au lieu des 8 m/s prescrits.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : VI 14/10/2021 NC9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des vérifications et maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 NC9 : La porte coupe-feu n°6 ne ferme pas hermétiquement et de ce fait n'est pas opérationnelle.</p> <p>Réponse du 10 janvier 2022 : Nous avons fait intervenir notre prestataire Scutum Incendie, qui contrôle et entretient ces dispositifs sur notre site, le 22 novembre 2021. La porte coupe-feu n°6 est de nouveau fonctionnelle.</p> <p>L'inspection relève en inspection que la porte coupe-feu est opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : VI 14/10/2021 D3*

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis à l'article 7.8.1.7 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p>
Constats : Absence de justification de résistance au flux thermique de 3kW/m ² du local poste situé au niveau du bâtiment K.
<p>Observations : VI 14/10/2021 D3* : L'exploitant étudie la protection du local postes contre un flux thermique de 3 kW/m².</p> <p>Réponse du 10 janvier 2022 : Nous allons faire cette étude sur le premier semestre 2022.</p> <p>L'inspection relève que le local poste situé au niveau du bâtiment K est de type préfabriqué communément rencontré sur les sites industriels. La justification de résistance au flux thermique de 3kW/m² n'a pas été démontrée en inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention sont construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>[...]</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 14/10/2021 D4*+R1* : L'exploitant justifie le correct dimensionnement de la rétention de la zone d'expédition et de celle de A et B.</p> <p>L'exploitant met à jour la fiche d'inspection des rétentions en supprimant la rétention de la laverie B qui a été désaffectée.</p> <p>Réponse du 10 janvier 2022 : Suite au déplacement de la laverie du bâtiment B vers le bâtiment LI, nous avons supprimé la rétention enterrée liée à la laverie B de 7 m3. Par contre nous avons mis en place 3 barrières de rétention aux ouvertures du bâtiment B. Elles peuvent contenir un volume estimé de 55 m3. Le bâtiment B reste relié aussi à la rétention enterrée de 96 m3. Le bâtiment A est toujours relié à cette rétention de 96 m3. Nous avons donc un volume de rétention de $55+96=151$ m3, alors que nous avions avant $7+96=103$ m3 pour les bâtiments A et B. Les activités dans ces ateliers ne génèrent pas plus de volume que ceux autorisés dans l'Arrêté Préfectoral.</p> <p>Nous avons remis à jour la fiche d'inspection des rétentions en supprimant la rétention de la laverie B et la rétention enterrée du bâtiment L. Nous avons ajouté les sept barrières antipollution installées dans les bâtiments B et L.</p> <p>L'inspection relève dans les bâtiments la présence de barrières automatiques (batardeaux) permettant la mise en rétention des bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 7.8.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : VI 14/10/2021 D5* : L'exploitant veille à disposer des attestations de formations SSIAP et interne au système sprinklage du personnel de gardiennage. Réponse du 10 janvier 2022 : Safety Security, qui est notre prestataire pour le gardiennage du site, nous transmet les diplômes SSIAP de ses agents et les renouvellements chaque année. Nous leur avons fait un rappel. L'exploitant a présenté en inspection les attestations de formation SSIAP des six gardiens mis à dispositions par la société Safety Security.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet